

Thème 3 - Pour une société juste et solidaire

Rapporteur-es : Magali Espinasse, Marylène Cahouet, Hervé Le Fiblec, Hervé Moreau

N°	Texte initial – NE RIEN INSCRIRE NI MODIFIER DANS CETTE COLONNE	Vos amendements académiques
001	Thème 3 : Pour une société juste et solidaire	ORL -
002	Introduction : Un syndicalisme à l'écoute des questions de société	ORL – Remplacer. (...) à l'écoute des questions de société. à l'offensive sur les questions de société
003	Syndicat de transformation sociale, le SNES-FSU se donne les leviers pour agir dans une dynamique de progrès social. Il revendique et promeut une société dans laquelle égalité, justice, solidarité et responsabilité vont de pair. Une société qui ne se préoccuperait pas de justice, des libertés, des stratégies écologiques en dehors de son territoire se mettrait en danger. La Covid en a donné une preuve manifeste.	ORL - Remplacer. (...) vont de pair. Les politiques néolibérales à l'œuvre depuis de nombreuses années accroissent les inégalités et provoquent reculs sociaux et démocratiques. Elles ont favorisé la montée des idées d'extrême droite et un repli identitaire. Une société qui ne se préoccuperait pas de justice, des libertés, des stratégies écologiques en dehors de son territoire se met en danger. (...)
004	Pour le syndicat, il y a nécessité à voir plus loin que son strict périmètre. Le thème 3 traite de questions de fond qui ont toute leur place dans le champ d'action du SNES-FSU : ses projets pour l'Ecole et les Services Publics ne peuvent prendre corps que dans une société différente, juste et solidaire. Les gouvernements successifs ont mis à mal les solidarités et les libertés, en agissant à l'encontre des intérêts du plus grand nombre, par des réformes sur les retraites, la fiscalité, la sécurité sociale, en restreignant les libertés publiques. Le SNES-FSU a des propositions et des revendications à faire valoir et à approfondir. Ce thème 3 est à l'image de sa conception d'un syndicalisme dynamique, ouvert et créatif, à l'écoute des questions de société.	ORL – Remplacer. (...) à l'écoute des questions de société. à l'offensive sur les questions de société.
005		ORL -
006	Fiche 1 – Fiscalité et justice sociale	ORL -
007	1.1 Pour un système fiscal juste	ORL -
008	Le système fiscal constitue un des piliers pour financer les dépenses publiques et assurer la redistribution des richesses.	ORL -
009	Au fil des années, le système est devenu inégalitaire et les grandes fortunes se sont considérablement enrichies. La fin de l'ISF, la baisse de l'impôt sur les sociétés, la plupart des niches fiscales et les régimes dérogatoires remettent en question le principe d'égalité devant l'impôt. Les impôts indirects pèsent lourdement sur les plus faibles revenus.	ORL -
010	Fraudes et évasion fiscale perdurent. La taxe GAFA française est dérisoire face aux bénéfiques records des géants du numérique.	ORL -
011	Les inégalités flagrantes provoquent le rejet de l'impôt : quelle campagne mener pour sensibiliser nos collègues et l'opinion sur le rôle de l'impôt pour les solidarités ? Des mesures sont à revendiquer en faveur d'une politique sociale juste : améliorer le rendement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, renforcer sa	ORL – Remplacer. (...) Les inégalités flagrantes provoquent le rejet de l'impôt : quelle campagne mener pour sensibiliser nos collègues et l'opinion sur le rôle de l'impôt pour les solidarités- Le SNES et la FSU montreront l'utilité de l'impôt, qui profite à toute la population : services publics, infrastructures, etc.

	progressivité, mettre fin aux cadeaux fiscaux aux plus riches et au capital, lutter contre les paradis fiscaux. L'impôt sur les successions, symbolique de la priorité accordée au patrimoine, est à l'ordre du jour : quelle réforme envisager ?	<i>Cette question ne nous semble pas relever de l'urgence syndicale ; il faudrait néanmoins réfléchir à l'évolution de la notion de famille.</i>
012		ORL -
013	1.2 Services Publics	ORL -
014	La réforme globale de la fiscalité ne peut s'effectuer qu'avec le développement des Services Publics, le recrutement de personnels, des moyens juridiques et plus de démocratie. Les Services publics assurent la double fonction de contribution à la production des richesses et de redistribution. Ils ont aussi à jouer un rôle déterminant dans la protection de l'environnement. Mais les agents connaissent une crise profonde qui ne leur permet pas de remplir leurs missions. Le SNES et la FSU doivent jouer un rôle majeur pour la défense et la valorisation des Services Publics.	ORL – Ajouter. (...) valorisation des Services Publics <i>dont le fonctionnement doit être assuré par des fonctionnaires, dont le statut garantit l'attachement à l'intérêt général et met à l'abri de toute pression.</i>
015		ORL -
016	1.3. La crise du logement	ORL -
017	Elle s'est accentuée, avec des répercussions catastrophiques, notamment sur les élèves et leur famille, pendant la pandémie. Le mal-logement n'épargne pas les fonctionnaires et notamment les collègues en début de carrière. Les politiques actuelles renforcent financiarisation du logement social et inégalités sociales.	ORL -
018	Une réforme globale est nécessaire au niveau du budget et des politiques urbaines en faveur des habitants et du climat. Comment garantir le droit au logement pour toutes les catégories de population ? * Le SNES-FSU lutte sur ces questions avec d'autres forces syndicales et des associations. Comment faire de cette question un sujet revendicatif mieux partagé ?	ORL – Remplacer. Comment garantir le droit au logement pour toutes les catégories de population ? <i>Les responsables des collectivités locales doivent respecter la loi SRU sous peine de poursuites judiciaires. Il faut également abroger la possibilité de pouvoir la détourner en payant.</i>
019		ORL -
020	Fiche 2 – Défendre et reconquérir la Sécurité sociale	ORL -
021	2.1. Un financement et une gouvernance à reconquérir	ORL -
022	Alors que la Sécu a fait la preuve de son efficacité durant la crise sanitaire, elle est plus que jamais menacée. Le gouvernement a fait le choix, via la CADES, de faire rembourser une partie de la dette née des dépenses supplémentaires liées au Covid en puisant dans les ressources de la Sécurité sociale. Le SNES, avec la FSU, dénonce ce choix et confirme ses mandats pour la gestion démocratique et le financement de la Sécu. Les cotisations sociales doivent redevenir une ressource dominante et légitime avec un élargissement de l'assiette de prélèvement pour financer des droits universalisés. Le SNES avec la FSU dénonce la création de la 5 ^{ème} branche dans un contexte d'étatisation de la sécu (gestion par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'autonomie, établissement public, créé en 2005 et financement par la CSG). Quelle mobilisation envisager pour que la CSG sur les revenus du travail soit requalifiée en cotisation ? Comment mobiliser contre les risques récurrents de fusion des budgets de l'Etat et de la Sécu ?	ORL – Remplacer. (...) Quelle mobilisation envisager pour que la CSG sur les revenus du travail soit requalifiée en cotisation ? Comment mobiliser contre les risques récurrents de fusion des budgets de l'Etat et de la Sécu ? <i>Il est indispensable de former les personnels à ces questions, sous forme de stages SNES, FSU et intersyndicaux, avec l'appui du secteur actifs-retraités et se nourrissant des réflexions menées au sein du groupe des 9 organisations de retraités.</i> <i>Ces stages doivent inclure l'histoire et les évolutions de la Sécurité Sociale et de son financement. Ils doivent également informer et mobiliser contre les risques récurrents de fusion des budgets de l'Etat et de la Sécu notamment en rappelant la différence entre cotisation et impôt/ contribution.</i> <i>L' EMC doit inclure ces questions.</i>
023		ORL -

024	2.2. Politiques sociales	ORL -
025	La crise sanitaire a accentué la pauvreté et démontré qu'une part importante de la population y est exposée. Santé, perte d'autonomie, logement, retraite, famille, chômage... les besoins sont immenses : autant de terrains de lutte pour le SNES et la FSU au sein de convergences nécessaires.	ORL -
026	Avec la FSU, le SNES doit mobiliser pour que la protection sociale des jeunes, des précaires, des privé-es d'emploi et des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie soit très significativement renforcée, au-delà de la nécessaire revalorisation des minima sociaux et de l'abandon de la réforme actuelle de l'assurance chômage.	ORL -
027	Une politique familiale ambitieuse doit bénéficier à tous les ménages dès le 1 ^{er} enfant, ce qui implique notamment de développer le service public de la petite enfance.	ORL -
028	Quels doivent être les principes et les modalités de mise en oeuvre d'un revenu décent garanti, distinct d'un revenu universel versé sans conditions de ressources ? Quelle articulation avec l'allocation d'autonomie pour tous les jeunes ? Quelle construction pour le Service public de la perte d'autonomie ?	<p>ORL – Remplacer. Quels doivent être les principes et les modalités de mise en oeuvre d'un revenu décent garanti, distinct d'un revenu universel versé sans conditions de ressources ? Quelle articulation avec l'allocation d'autonomie pour tous les jeunes ? Quelle construction pour le Service public de la perte d'autonomie ?</p> <p>Un revenu minimum au moins égal au SMIC doit être garanti par la Protection Sociale aux personnes empêchées de travailler. Ce revenu est différent de l'allocation d'autonomie pour tous les jeunes Le service public de la perte d'autonomie doit être un service public national assurant l'égalité sur le territoire : formation des personnels, taux d'encadrement. Ce service doit être mis en oeuvre par les conseils départementaux, avec des personnels fonctionnaires dépendant des fonctions publiques concernées (hospitalière et territoriale). Il doit se préoccuper des conditions de vie des personnes non autonomes : logement, résidences intermédiaires, EHPAD, vie au domicile.</p>
029		<p>ORL – Ajouter :</p> <p>Le service public doit aussi veiller à faciliter la mobilisation des droits au CPF (compte personnel de formation) et favoriser la transparence et une répartition juste de ces droits.</p>
030	Fiche 3 – Politique de santé	ORL -
031	La crise sanitaire a fait éclater au grand jour les carences du système public de santé soumis à des décennies d'austérité et de politiques néolibérales. Avec la FSU, et dans le prolongement de ses mandats de Rennes, le SNES porte un ensemble de revendications pour un véritable droit à la santé pour tou-tes qu'il faut mieux faire connaître et porter.	ORL -
032		ORL -
033	3.1 Refonder le service public de la santé	ORL -
034	La dégradation importante du système de santé durant les deux derniers mandats présidentiels (augmentation du reste à charge, extension des déserts médicaux...)	ORL - Remplacer (...) Comment organiser le système de santé pour mieux articuler médecine de ville et hôpital public, assurer un égal accès sur tout le territoire à

	nécessite d'approfondir notre réflexion et de préciser nos revendications. Comment organiser le système de santé pour mieux articuler médecine de ville et hôpital public, assurer un égal accès sur tout le territoire à des soins spécialisés de haut niveau ? Il est nécessaire de réduire voire de supprimer la part du privé et du lucratif dans l'hospitalier et les EHPAD, de supprimer les dépassements d'honoraires et de développer une médecine préventive. En outre il faut sauver la psychiatrie qui est le parent pauvre de la médecine.	des soins spécialisés de haut niveau ? Le soin repose sur des relations directes qui nécessitent la rencontre physique entre les personnels de santé, les patients et leurs accompagnants. Il faut développer les centres de santé publics en lien avec les collectivités locales et les fonctions publiques hospitalière et territoriale. Il faut organiser et réglementer l'installation des médecins sur le modèle par exemple des pharmaciens et recréer une obligation de garde pour la médecine de ville. Dans le même temps, le SNES-FSU reconnaît qu'une meilleure politique de santé passe par une formation mieux rémunérée et l'amélioration des conditions d'exercice des professionnels de santé. (...)
035		ORL -
036	3.2 Le 100% sécu	ORL -
037	Pour les agents de la Fonction publique, la réforme de la protection sociale complémentaire a entraîné une rupture des solidarités intergénérationnelles entre actifs et retraités, entre niveaux de revenus. Le régime qui va se mettre en place ne peut être que transitoire. C'est bien une sécurité sociale remboursant à 100% les soins prescrits qui pourra assurer les solidarités entre les assurés-es.	ORL -
038	Le congrès FSU de Metz a acté l'avancée modérée qu'a représenté l'accord PSC en santé sur l'ordonnance imposée en février 2020 par le gouvernement et a réaffirmé notre mandat du 100% sécu, urgent pour lutter contre les renoncements et les inégalités d'accès aux soins. Avec la FSU, le SNES doit initier une campagne dans ce sens. Sous quelles formes ? Avec quels partenaires ?	ORL – Remplacer. (...) l'avancée modérée qu'a représenté -a acté les inflexions obtenus par la FSU sur l'accord PSC (...) ORL – Remplacer (...) Sous quelles formes ? Avec quels partenaires ? Le SNES-FSU doit jouer un rôle fédérateur dans la FSU et contribuer à faire vivre dans et hors de la FSU l'Appel de Saint-Etienne, Convergences Services Publics et Plus Jamais ça ! avec toutes les organisations signataires.
039		ORL -
040	3.3 Démocratie sanitaire	ORL -
041	La crise a confirmé que les ARS sont essentiellement des courroies de transmission des restrictions budgétaires organisant les fermetures de services et de lits d'hospitalisation. Comment revoir leurs missions et mode de fonctionnement pour la mise en oeuvre d'une politique de santé publique juste et égalitaire ?	ORL – Remplacer. (...) Comment revoir leurs missions et mode de fonctionnement pour la mise en oeuvre d'une politique de santé publique juste et égalitaire ? Les politiques de santé doivent être débattues démocratiquement. Leur mise en œuvre au niveau local (Régions, département, etc.) doit associer l'ensemble des acteurs (Etat, élus locaux, représentants du personnel, usagers, Sécurité Sociale).
042	La pandémie a montré l'importance de politiques coordonnées à l'échelle planétaire et conforte nos revendications en matière de pôle public du médicament et de levée des brevets.	ORL -
043		ORL -
044	Fiche 4 – Droit à la retraite	ORL -
045	Les luttes et la pandémie ont contraint le pouvoir à ajourner la réforme des retraites mais pas à l'abandonner. Imposée en mars 2020 à l'Assemblée par le 49-3, elle devait fixer une gestion à l'équilibre sur cinq ans avec la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires. Le SNES-FSU a exprimé son opposition et demande le retrait du texte	ORL – Ajouter (...) Une formation est indispensable sur ce qu'est le Code des Pensions, lié au statut des fonctionnaires de l'Etat mais déjà ébréché par la réforme Juppé, afin qu'actifs et retraités ensemble puissent défendre le statut des fonctionnaires

	voté qui s'oppose au code des pensions, au statut de la FP et va conduire à une baisse importante des pensions notamment pour les femmes.	incluant le Code des Pensions. – La représentativité de la FSU dans la Fonction Publique lui donne une responsabilité particulière de « moteur » dans ce domaine.
046	Le retour de la réforme est prévu par l'exécutif et des candidats de droite avec des mesures paramétriques (recul de l'âge de départ, fin des régimes spéciaux, alignement des régimes public/privé et la remise en cause du code des pensions).	ORL -
047	La part des retraites dans le PIB diminue depuis 2014 annonçant dans le futur un décrochage important entre actifs et retraités, notamment pour les femmes.	ORL -
048	Le gouvernement Castex a présenté comme une avancée les mille euros minimum pour toute retraite : il faut dénoncer ce discours mensonger qui, par ailleurs, gonfle les déficits sciemment, instrumentalise la crise sanitaire pour persuader les citoyens que la réforme est inévitable.	ORL -
049	Il est nécessaire d'affiner et de faire partager notre conception de la retraite comme un droit et une période de la vie salariée.	ORL - Ajouter (...) Et rappeler que toute pension est d'abord la continuation du salaire.
050	Notre système de retraites actuel a besoin d'améliorations, de recettes supplémentaires : faut-il revoir nos revendications ? Comment relance-t-on le débat et nos propositions pour une réforme de progrès ? Comment lutter contre le discours fréquent chez les jeunes du « je n'aurai pas de retraite » ?	ORL- Remplacer (...) faut-il revoir nos revendications ? Comment relance-t-on le débat et nos propositions pour une réforme de progrès ? Comment lutter contre le discours fréquent chez les jeunes du « je n'aurai pas de retraite » ? Développer les formations syndicales internes et intersyndicales. La décote, double peine pour les personnes à la carrière hachée ou incomplète, doit être supprimée, tout comme la surcote. Les années de formation à partir de 18 ans doivent être prises en compte .
051		ORL -
052	Fiche 5 – Stratégies écologiques	ORL -
053	L'urgence écologique est un sujet majeur qui peine à percer dans le débat public. Jusque-là les syndicats s'en emparent peu. Le SNES-FSU n'occupe pas pleinement sa place dans ce combat, mené principalement par les associations et les partis politiques, bien qu'il appelle à manifester pour des occasions particulières. Il est nécessaire d'investir davantage ce sujet.	ORL -
054	Les COP se succèdent, comme les coups médiatiques du président Macron, sans décisions qui changeraient le cours des événements, permettraient de rompre avec les dégâts produits par les politiques libérales et une mondialisation débridée.	ORL -
055	Changer de modèle économique, social et politique est apparu comme nécessaire pour bâtir des stratégies écologiques : c'est ce qu'ont porté notamment les jeunes dans les manifestations pour le climat. Il est de la responsabilité du SNES et de la FSU de prendre toute leur part dans ce combat, en lien avec la défense des services publics. En effet, parce qu'ils donnent la priorité au collectif, qu'ils jouent un rôle essentiel dans l'aménagement du territoire, ils peuvent agir pour la protection de l'environnement et faire émerger des alternatives en termes de transport, de logement, d'alimentation, d'emplois etc. Comment le SNES doit-il s'inscrire dans ces nouvelles luttes pour le climat et l'environnement et mettre les stratégies écologiques au cœur de ses	

	préoccupations ?	
056	Quelles réponses à l'urgence écologique en termes de transformation du travail et de la production ? Quelles conséquences sur notre projet éducatif, dans une approche scientifique et non moralisatrice ? L'urgence climatique impose un effort constitutif à ceux qui ont le plus de responsabilités et dont le patrimoine a la plus grande empreinte en termes de pollution. Comment penser une fiscalité juste et efficace ?	ORL – Remplacer Quelles réponses à l'urgence écologique en termes de transformation du travail et de la production ? Quelles conséquences sur notre projet éducatif, dans une approche scientifique et non moralisatrice ? L'urgence climatique impose un effort constitutif à ceux qui ont le plus de responsabilités et dont le patrimoine a la plus grande empreinte en termes de pollution. Comment penser une fiscalité juste et efficace ? Les programmes scolaires doivent prendre en compte cette dimension et aller au-delà des injonctions et opérations de « green washing ». Les programmes d'enseignement intégrant le développement durable (enseignement transversal en STI2D par exemple) ne peuvent se limiter à quelques poncifs, mais interroger nos modes de production, et prendre en compte tous les éléments sur des bases scientifiques et non moralisatrices.
057		ORL -
058	Fiche 6 – Exercer ses droits et en conquérir de nouveaux	ORL -
059	Les mandats du congrès de Rennes restent valables mais des focus sur des questions actuellement vives sont nécessaires.	ORL -
060	6.1 Favoriser la participation au débat public	ORL -
061	La montée de l'abstention témoigne d'une crise démocratique, renforcée par une pratique du pouvoir qui ignore les forces sociales organisées ou les instrumentalise. Il faut redonner au débat public toute sa place, mieux permettre l'expression et la prise en compte des avis du plus grand nombre, notamment des catégories les plus en marge. Comment le syndicat d'une part, et l'école d'autre part, peuvent contribuer à ces objectifs ? Le développement d'espaces privés numériques comme lieux d'expression ne doit pas conduire à une désinformation massive et à l'éclatement du débat.	ORL -
062	Quelle stratégie mettre en œuvre pour faire aboutir notre mandat du droit de vote de tous les étrangers résidents aux élections locales ?	ORL -
063		ORL -
064	6.2 Une politique de sécurité respectueuse des personnes	ORL -
065	La dérive sécuritaire du gouvernement remet en cause les libertés fondamentales et donc la démocratie : répression du mouvement social, entrée dans le droit commun de mesures d'exception, restrictions du droit à manifester, violences policières.	ORL -
066	Le SNES-FSU exige l'abrogation des lois liberticides et une remise à plat de la législation induite de l'état d'urgence. Comment et sur quelles bases construire une police républicaine soucieuse de l'intérêt général et de la protection de tous ?	ORL -
067		ORL -
068	6.3 Réformer la législation sur la fin de vie	ORL -
069	La législation actuelle sur la fin de vie a montré ses limites. Toute réforme se heurte cependant au refus et au blocage de la part des courants politiques et religieux les plus conservateurs. Le SNES-FSU réaffirme sa volonté de voir appliquer le principe du droit de chacun-e à choisir les conditions de sa fin de vie quand celle-ci apparaît comme	ORL -

	proche et inéluctable. Quelles conditions et garanties obtenir pour que ce droit puisse s'appliquer de façon éthique et sans dépendre de l'appréciation du seul corps médical ?	
070		ORL -
071	6.4 Protéger les mineurs de l'exploitation sexuelle	ORL -
072	Face à l'ampleur du phénomène prostitutionnel chez les mineurs, le plan gouvernemental annoncé à l'automne 2021 est nettement insuffisant et met de côté le rôle éducatif que peut jouer l'éducation nationale, notamment en déconstruisant les représentations qui conduisent certaines victimes à ne pas se considérer comme telles.	ORL -
073	Comment intégrer cette lutte dans l'éducation sans se contenter d'un discours informatif et moralisateur ?	ORL -
074		ORL -
075	Fiche 7 – Lutter contre toutes les discriminations	ORL -
076	Le SNES-FSU combat toutes les discriminations et les mandats des congrès précédents sont toujours d'actualité. Il est cependant nécessaire d'en préciser ou développer certains.	ORL -
077	7.1 Faire barrage au racisme, à l'antisémitisme, à la xénophobie	ORL -
078	Les actes racistes, xénophobes et antisémites se multiplient, encouragés par la banalisation dans le débat public de discours issus de l'extrême droite. La nécessaire lutte contre le terrorisme islamiste est dévoyée pour diviser les catégories populaires et le salariat selon les origines et/ou les confessions.	ORL -
079	Le SNES-FSU continue de lutter contre le racisme et les discriminations sous toutes leurs formes et quelles qu'en soient les victimes. Comment l'Ecole peut-elle mieux jouer son rôle dans la défense de ces principes sans devenir une entreprise de surveillance des jeunes ?	ORL -
080		ORL -
081	7.2 Ouvrir l'école aux personnes trans	ORL -
082	Les difficultés rencontrées dans le milieu scolaire par les personnes trans, qu'elles soient élèves ou personnels, sont patentes. Quelles revendications mettre en avant pour répondre à leur situation ?	Ajouter : ORL – Remplacer (...) Quelles revendications mettre en avant pour répondre à leur situation ? La circulaire de 09/21 concernant l'accueil des élèves trans à l'école est une première avancée, même si elle contient des éléments problématiques (accord des 2 parents...). Si une formation initiale digne de ce nom continuait d'exister, elle devrait intégrer des modules spécifiques sur le genre et l'identité de genre. La non-discrimination doit être un principe respecté par l'employeur. Dans toutes les académies, des observatoires de lutte contre les LGBTIphobies doivent être créés. Au niveau national, le SNES national devra fêter les 20 ans de la création en 2002 de son groupe interne de lutte contre l'homophobie.
083		ORL -
084	7.3 Respecter les droits des personnes incarcérées	ORL -
085	Le gouvernement poursuit une politique du tout carcéral, malgré des conditions de	ORL -

	détention indignes et des droits souvent déniés aux personnes incarcérées. Comment le syndicalisme peut-il agir pour faire cesser la politique de surexploitation du travail des détenus (absence de garanties, non application du droit du travail, rémunérations très faibles).	
086		ORL -
087	Fiche 8 – Défendre les droits et libertés dans le monde	ORL -
088	8.1 Pour la paix, le désarmement, le développement des droits démocratiques	ORL -
089	Les replis identitaires et nationalistes ainsi que les volontés de grandes puissances de s'affirmer dans un monde dont la géopolitique est en pleine redéfinition ont conduit à la multiplication des conflits dans le monde. Le SNES-FSU estime que le développement des droits démocratiques est une des conditions de la paix, tout comme le recours à la diplomatie et au multilatéralisme dans le cadre du droit international. Il continuera de s'engager pour le désarmement, notamment nucléaire.	ORL- Ajouter (...) <i>Le SNES-FSU rappelle la nécessité de développer l'éducation à la paix dans les programmes scolaires.</i>
090	Il condamne guerre que mène la Russie contre l'Ukraine et la déstabilisation qu'elle provoque à l'échelle mondiale. Il appelle au retrait des troupes russes et à une solution négociée de retour à une paix durable dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.	ORL – Ajouter. (...) <i>La voie vers une paix à long terme passe par la diplomatie, un désarmement négocié, le financement de plans pour la justice sociale et climatique qui devrait être la priorité des États plutôt que la relance des budgets militaires ou l'élargissement de l'OTAN.</i>
091		ORL – Ajouter. <i>Comme au Vatican, à Malte, en Pologne où les conditions d'autorisation ont été réduites, l'avortement en Andorre est illégal. C'est un des rares états en Europe à interdire totalement l'avortement, y compris en cas d'inceste, de viol, d'anomalie grave du fœtus ou de danger pour la vie de la mère. L'avortement y est puni de six mois de prison pour la femme, et de trois ans de prison ainsi que cinq ans d'interdiction d'exercer la médecine pour la personne qui réalise l'interruption de grossesse. Le fait de donner des informations à une patiente ou de la diriger vers l'étranger constitue également un délit. Le SNES-FSU affirme sa solidarité avec les femmes qui doivent vivre sous ces lois complètement anachroniques et exige une avancée significative et rapide sur cette question.</i>
092	8.2 Pour une autre politique des migrations	ORL -
093	Les migrants qui fuient les guerres, les dérèglements climatiques, la pauvreté, le mépris des droits sont stigmatisés et pourchassés dans les territoires où ils ont cherché refuge. La logique répressive, sur fond de xénophobie, mise en place en Europe notamment, se traduit par la mort de centaines de réfugiés contraints de recourir aux réseaux criminels des passeurs. Des règles et des canaux légaux d'immigration sont nécessaires pour faire cesser ces situations. Comment assurer des conditions d'accueil dignes aux migrants ? Comment impulser une politique volontariste en ce sens à l'échelle de l'UE ? Quelles relations le SNES et la FSU doivent-ils développer avec les associations de défense des droits des migrants afin de populariser leur action ?	ORL -
094		ORL -

095	8.3 Palestine	ORL -
096	Le SNES-FSU rappelle son engagement en faveur de la reconnaissance internationale, et notamment par la France, de l'Etat Palestinien, dans le cadre du droit international, comme un des moyens d'avancer vers la paix dans cette région. Il dénonce la politique de colonisation des territoires occupés, et des autres violations des conventions de Genève, qui sont régulièrement perpétrées par l'Etat d'Israël. Il estime que les deux peuples ont droit de vivre en paix dans le cadre de frontières sûres et reconnues, définies par les résolutions de l'ONU.	ORL – Ajouter (...) <i>Le 10 mars, l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri a été de nouveau arrêté et condamné à 4 mois de détention administrative par la justice militaire israélienne, comme il l'est régulièrement depuis l'âge de 19 ans malgré des dossiers d'accusations vides. Nous demandons qu'il soit libéré, qu'il ait le droit de vivre dans son pays natal et que sa famille puisse l'y rejoindre. -</i>
097		ORL- Ajouter. <i>8.4 Liberté d'information</i> <i>Le SNES-FSU affirme son engagement en faveur de la liberté d'information. Il demande que le gouvernement français reconnaisse les actions et le combat de Julian Assange en lui accordant l'asile politique, la citoyenneté française s'il la demande et agisse pour sa libération.</i>

Vote du Texte

Pour : 32 – Contre : 0 – Abstention : 0 – NPPV : 0